

350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

1 octobre 2015

PASCAL LEBEL
CONSEILLER POLITIQUE
FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS
ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ
DE MONTRÉAL
3200 RUE JEAN-BRILLANT, LOCAL B-1265
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3T 1N8

October 1, 2015

PASCAL LEBEL CONSEILLER POLITIQUE FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL 3200 JEAN-BRILLANT ST, LOCAL B-1265 MONTREAL, QUEBEC H3T 1N8

Cher M. Lebel,

Veuillez trouver ci-joint la réponse formelle du Parti libéral du Canada à votre questionnaire.

Pour en apprendre davantage au sujet de la vision que le Parti libéral a pour le Canada, prenez un moment pour consulter nos politiques en ligne à ChangeRensemble.ca. Ce site présente des détails sur les politiques, les objectifs et les priorités d'un gouvernement libéral.

Au nom de notre chef, Justin Trudeau, et de son équipe toute entière, je tiens à vous remercier de nous avoir fait part des inquiétudes de vos membres.

Nous sommes reconnaissants de l'intérêt que vous portez aux politiques du Parti libéral du Canada, parce qu'elles concernent les questions qui vous touchent.

Bien cordialement,

Anna Gainey, Présidente Parti libéral du Canada

Dear Mr. Lebel.

Enclosed, please find the Liberal Party of Canada's formal response to your questionnaire.

For more information on the Liberal Party of Canada's vision for Canada, please take a moment to review our policies online at RealChange.ca. This site provides details on a Liberal government's policies, goals, and priorities.

On behalf of our Leader, Justin Trudeau, and the entire Liberal team, thank you for writing to identify the major concerns of your membership.

We appreciate your interest in the Liberal Party of Canada's policies as they relate to the issues which affect you.

Sincerely,

Anna Gainey, President Liberal Party of Canada





350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

[ENGLISH FOLLOWS THE FRENCH]

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

1. Que propose votre parti pour améliorer l'éducation supérieure et la recherche universitaire au Canada ?

De plus en plus, il est nécessaire de détenir un diplôme d'études postsecondaires pour pouvoir obtenir un emploi au XXIe siècle, or les coûts liés aux études continuent d'augmenter beaucoup plus rapidement que bon nombre de revenus familiaux.

Le Parti libéral du Canada s'engage à augmenter le nombre de Canadiennes et Canadiens qui possèdent un diplôme collégial ou universitaire ou un titre de compétence dans un métier spécialisé tout en réduisant les frais que déboursent les familles de la classe moyenne.

Au cours des jours à venir, nous annoncerons d'autres mesures visant à rendre l'éducation postsecondaire plus accessible et plus abordable. Nous vous invitons à consulter notre site Web changerensemble.ca pour en savoir plus sur ce sujet et sur les autres engagements du Parti libéral.

2. Est--ce que votre parti politique a l'intention de combler le manque à gagner dans le financement des conseils de recherche fédéraux ?

Un gouvernement libéral changera les choses. Nous rétablirons l'intégrité de notre processus électoral et augmenterons l'équité lors de nos élections. Les trois conseils de recherche fédéraux, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), auront un rôle primordial à jouer en la matière en appuyant et favorisant la recherche de haute qualité dans une vaste gamme de disciplines et de domaines.

Plus généralement, nous devons aussi introduire un dynamisme nouveau au potentiel innovateur du Canada. C'est la raison pour laquelle, au cours des trois prochaines années, nous ferons d'importants investissements visant à stimuler la capacité d'innovation du Canada et à aider les entreprises dynamiques à se développer et à créer des emplois. Un nouveau gouvernement libéral:

- investira 200 millions de dollars par an, et ce, pendant les trois prochaines années, dans un nouveau programme d'innovation. Nous apporterons un soutien direct aux incubateurs et aux accélérateurs d'entreprises, aux installations de recherche, en plus d'un financement et d'autres formes d'aide aux petites entreprises fructueuses qui souhaitent se développer et exporter. L'objectif est de créer des réseaux couronnés de succès à l'instar de ceux mis en place aux États-Unis et en Allemagne, entre les entreprises, les gouvernements et les chercheurs aux niveaux universitaire et collégial. Grâce à une collaboration avec les provinces, les établissements d'enseignement postsecondaire et l'industrie, ce financement contribuera aussi à moderniser et à améliorer les fonctions de transfert technologique et de commercialisation dans les universités et les collèges;
- investira 100 millions de dollars de plus par an, et ce, au cours des trois prochaines années, dans le Programme d'aide à la recherche industrielle. Cet investissement englobera la mise en oeuvre d'un Programme de recherche et d'innovation pour les petites entreprises (Small Business Innovation and Research Program), inspiré de modèles couronnés de succès aux États-Unis, en Australie et au Japon. Nous mettrons aussi de côté une partie des budgets d'approvisionnement fédéral pour les nouvelles technologies



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

et entreprises canadiennes prometteuses, conformément aux obligations en matière de commerce international.

Afin de saisir les possibilités qu'offre le marché des technologies propres qui est en pleine expansion, nous avons déjà annoncé :

- des investissements annuels de 200 millions de dollars pour créer des stratégies sectorielles favorisant l'innovation et les technologies propres dans le domaine de la foresterie, des pêches, de l'exploitation minière, de la production énergétique et de l'agriculture; et
- des investissements supplémentaires de 100 millions de dollars par an consacrés aux entreprises de technologies propres, afin qu'elles s'attaquent aux problèmes environnementaux les plus pressants au Canada qui mettent en danger notre atmosphère, nos eaux ou nos terres.

3. Que propose votre parti concernant le financement des frais indirects de recherche?

Le Parti libéral reconnaît l'existence de « coûts indirects », c'est-à-dire les coûts assumés par unétablissement, à l'appui d'activités de recherche, qui ne peuvent être attribués à un projet de recherche en particulier, comme les coûts liés à l'énergie, à l'entretien de l'infrastructure de la technologie de l'information, à l'observation des exigences réglementaires ou à la gestion de la propriété intellectuelle.

De façon plus générale, nous apprécions l'occasion qui nous est donnée de discuter d'autres enjeux auxquels fait face le gouvernement fédéral à l'égard de la science et des faits.

Le Canada se classait autrefois dans les dix meilleurs pays pour l'investissement total dans la R-D. Ce n'est plus le cas. C'est ce qui se produit lorsqu'on ferme des établissements de recherche et lorsqu'on sabre le financement des sciences. Tout comme les Canadiens d'un océan à l'autre, les libéraux sont très inquiets du fait que le gouvernement conservateur fait fi de la science et muselle les scientifiques. Notre pays a besoin de scientifiques qui peuvent mener leurs recherches pour le bien public et partager leurs conclusions sans la moindre ingérence politique. Un gouvernement libéral s'engagera à rétablir une relation respectueuse avec les scientifiques.

Nous annulerons les règles et les règlements qui bâillonnent les scientifiques du gouvernement fédéral. Ils pourront parler librement de leurs travaux, exception faite de rares cas qui seront signalés publiquement. Nous regrouperons dans un portail central les travaux scientifiques du gouvernement afin de les rendre facilement accessibles au grand public. Nous créerons le poste de directeur scientifique, dont le mandat sera notamment d'assurer que les travaux scientifiques du gouvernement sont accessibles au public gratuitement, de permettre aux scientifiques de parler librement de leur travail, et de veiller à ce que le gouvernement tienne bien compte des analyses scientifiques lorsqu'il prend des décisions.

En outre, les Canadiens attendent de leur gouvernement qu'il adopte des politiques fondées sur des faits. En l'absence de faits, un gouvernement prend des décisions arbitraires qui peuvent perturber leur vie quotidienne. Un gouvernement libéral mené par Justin Trudeau rétablira la capacité du gouvernement fédéral de prendre des décisions basées sur des faits et diffusera des renseignements qui sont essentiels à cette prise de décisions. Nous comprenons aussi que les données financées par les Canadiens leur appartiennent. Par conséquent, nous accélérerons et élargirons les initiatives relatives aux données ouvertes et continuerons à chercher d'autres possibilités d'y parvenir.

Un gouvernement libéral donnera plus d'indépendance à Statistique Canada, tout en lui confiant le mandat de recueillir les données dont ont besoin le secteur privé, les autres paliers de gouvernements, les organismes sans but lucratif et les chercheurs, dans le but d'appuyer la prise de décisions judicieuses. Nous entreprendrons de vastes consultations et collaborerons avec Statistique Canada, dont le mandat aura été renforcé, pour offrir les données additionnelles dont ont



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

besoin les entreprises, les municipalités, les organismes à but non lucratif et le public. En outre, nous rétablirons immédiatement le formulaire détaillé obligatoire du recensement.

4. Est--ce que votre parti est prêt à exiger que des sièges étudiants soient réservés sur les conseils d'administration des conseils de recherche fédéraux ?

Le Parti libéral accueille favorablement la collaboration avec les intervenants, y compris les étudiant(e)s, pour améliorer le fonctionnement des conseils subventionnaires.

5. Est--ce que votre parti s'engage à combler le manque à gagner au sein du TCPS?

Un gouvernement libéral conclura des ententes bilatérales avec les provinces et territoires.

Il nous faut constamment revenir à l'esprit fédéral : cette idée que nous devons travailler ensemble, dans le respect des différences, pour atteindre nos objectifs communs. Les défis auxquels nous faisons face ne peuvent être résolus uniquement à partir d'Ottawa. Ils exigent un vrai partenariat entre le gouvernement fédéral et les provinces et une vision fédérale qui respecte les compétences du Québec et de toutes les provinces. Cela nécessite un dialogue continu. C'est pourquoi M. Trudeau s'est engagé à tenir une rencontre annuelle avec tous les premiers ministres provinciaux et territoriaux si le Parti libéral remporte les élections du 19 octobre prochain.

Nous ferons d'autres annonces intéressantes sur les politiques et les priorités d'un gouvernement libéral. Ne manquez pas de visiter le site Web changerensemble.ca au cours des jours à venir.



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

1. Que propose votre parti pour améliorer l'éducation supérieure et la recherche universitaire au Canada?

Post-secondary education is more and more necessary for jobs in the 21st century, yet its cost continues to rise much faster than many family incomes.

The Liberal Party of Canada is committed to increasing the number of Canadians with university, college, and skilled trade credentials, while lowering the costs that middle class families pay. Liberals know that investing in making post-secondary education more affordable is crucial to Canada's and Canadians' economic prosperity.

We will have more to say on the topic of increasing access and affordability for post-secondary education in the days to come. Please keep an eye on RealChange.ca for details about this and other Liberal commitments.

2. Est--ce que votre parti politique a l'intention de combler le manque à gagner dans le financement des conseils de recherche fédéraux ?

A Liberal government will ensure the federal government rebuilds its capacity to deliver on evidence-based decision-making. The three federal research councils, the Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC), the Natural Sciences and Engineering Research Council (NSERC), and the Canadian Institutes of Health Research (CIHR), will be critical to that effort by supporting and promoting high-quality research in a wide variety of disciplines.

More broadly, we also need to kick-start Canada's innovation potential. That is why over the next three years, we will make significant investments to boost Canada's innovative capacity and to help dynamic firms grow and create new jobs. A new Liberal government will:

- Invest \$200 million per year, in each of the next three years, in a new innovation agenda. We will provide direct support to business incubators and accelerators, research facilities, financing, and other support for successful small companies wanting to grow and export. The objective is to create successful networks like the American and German partnerships between businesses, government, and university and college research. Working with provinces, post-secondary institutions, and industry, this funding will also help modernize and strengthen the technology transfer and commercialization functions at universities and colleges.
- Invest an additional \$100 million per year, in each of the next three years, in the Industrial Research
 Assistance Program. This new investment will include the implementation of a Small Business Innovation
 and Research Program, modelled after successful programs in the United States, Australia, and Japan. We
 will also set aside a portion of federal procurement budgets for promising new Canadian technologies and
 businesses, consistent with international trade obligations.

In order to seize the opportunities in the growing clean technology marketplace, we have also already committed to:

- Invest \$200 million annually to create sector-specific strategies that support innovation and clean technologies in the forestry, fisheries, mining, energy, and agricultural sectors.
- Invest an additional \$100 million annually in clean technology producers, so that they can tackle Canada's most pressing environmental challenges, whether in our air, in our water, or on our land.

3. Que propose votre parti concernant le financement des frais indirects de recherche?



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

The Liberal Party recognizes the significant indirect costs borne by universities, in support of research, such as energy costs, information technology costs, meeting regulatory requirements, and managing intellectual property. We look forward to working with our partners to improve federal support for research, including indirect costs.

More broadly, we appreciate this opportunity to discuss other issues facing the federal government with regards to science and evidence.

Canada used to rank in the top-ten countries for total investments in R&D. Not anymore. That's the result of closing research facilities and cutting support for science. Like Canadians from coast to coast to coast, Liberals have been deeply troubled by the Conservative government's suppression of science and muzzling of scientists. Our country needs scientists to conduct research for the public good and share their findings free from political interference and a Liberal government would be committed to re-establishing a respectful relationship with scientists.

We will revoke rules and regulations that muzzle government scientists and allow them to speak freely about their work, with only limited and publicly stated exceptions. We will consolidate government science so that it is easily available to the public at-large through a central portal. We will create a Chief Science Officer whose mandate would include ensuring that government science is freely available to the public, that scientists are able to speak freely about their work, and that scientific analyses are appropriately considered when the government makes decisions.

Further, Canadians expect their government to embrace fair, evidence-based policy. Without evidence, government makes arbitrary decisions that have the potential to negatively affect the daily lives of Canadians. A Liberal government led by Justin Trudeau will ensure the federal government rebuilds its capacity to deliver on evidence-based decision-making and will release key information that informs that decision-making. We also understand that data paid for by Canadians belongs to Canadians. As such, we will accelerate and expand open data initiatives and continually look for additional opportunities to do so.

A Liberal government will also make Statistics Canada fully independent with a mandate to collect data needed by the private sector, other orders of government, not-for-profits, and researchers, in order to support good decision-making. We will consult broadly and work with a strengthened Statistics Canada to make available additional data needed by businesses, municipalities, the not-for-profit sector, and the public. We will also immediately restore the mandatory long-form census.

4. Est--ce que votre parti est prêt à exiger que des sièges étudiants soient réservés sur les conseils d'administration des conseils de recherche fédéraux?

The Liberal Party welcomes collaboration with stakeholders, including students, to improve the operation of the granting councils.

5. Est--ce que votre parti s'engage à combler le manque à gagner au sein du TCPS?

A Liberal government will conclude bilateral agreements with the provinces and territories.

We should always return to the federal spirit: the idea that we have to work together, with respect for our differences, to achieve our common goals. The challenges we face cannot be solved by Ottawa alone. They need a real partnership between the federal government and the provinces, and a federal vision that respects the jurisdiction of Quebec and other



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

provinces. That necessitates continuous dialogue. That's why Mr. Trudeau has committed to hold an annual meeting with all the provincial and territorial premiers if the Liberal Party wins the election on October 19.

We are continuing to announce policies and the priorities of a Liberal government. Please visit realchange.ca in the days to come for the latest information.